INDUSTRIE AUTOMOBILE

3 nouvelles conventions de partenariat signées à Oran

Trois accords de partenariat ont été conclus ce jeudi lors d'une cérémonie tenue à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) d'Es-Sénia, avec les sociétés partenaires «Renault-Algérie» et «Martur-Algérie», spécialisées respectivement dans la construction automobile et la fabrication de sièges de véhicules. Présent, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Mohamed Mebarki, a estimé que ces conventions interviennent dans le cadre de la réalisation du programme du gouvernement en matière de formation de la ressource humaine qualifiée qui doit accompagner le développement économique du pays.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Durant son allocution, le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Oran, Abdelkader Touil, a indiqué qu'une convention-cadre va lier le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et Renault Algérie et portera essentiellement sur des axes très importants dit-il, «qui sont la promotion des filières de la carrosserie, de la peinture et de la tôlerie. De même que la formation des formateurs dans le domaine de la maintenance des véhicules avec une avancée technologique. Et doter au niveau national quelques ateliers spécialisés dans la maintenance de matériel didactique adéquat».

La deuxième convention a été signée entre la direction de la formation professionnelle et Renault Algérie. Elle consiste en la formation de 20 formateurs dans le domaine de la maintenance, de la peinture, de la carrosserie et de la tôlerie.

La troisième convention met, quant à elle, en partenariat la DFEP d'Oran avec la société algéro-turque «Martur-Algérie» spécialisée dans la fabrication de sièges d'automobiles.

Dans un discours adressé aux différents partenaires, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a fait savoir que l'Algérie est en train de redéfinir sa politique économique nationale en particulier pour s'adapter aux effets de la mondialisation et aussi pour s'adapter à ce contexte nouveau marqué notamment par la baisse du prix du pétrole, dit-il.

L'Algérie compte, ajoute-t-il, «sur le travail de la production nationale et l'investissement étranger ou national dans le cadre des lois de la République mais aussi, sur la formation d'experts en ressources humaines qualifiés capables d'accompagner le transfert technologique nécessaire et le développement économique et social du pays.»

Pour le ministre, depuis quelque temps, son ministère privilégie beaucoup le développement du partenariat au niveau local. «Le travail que nous sommes en train de faire avec des entreprises leaders est celui de dédier totalement des centres et instituts de formations à des spécialités qui forment l'essentiel du bassin industriel ou économique».

Il s'agit là d'un partenariat gagnant-gagnant, car, dira le ministre : «nous ne sommes plus en Algérie où cette coopération était considérée comme de l'assistanat. On demande à nos partenaires d'apprendre à défendre leurs intérêts. La même chose pour nous en tant que secteur, nous avons une responsabilité publique de formation à assumer ; c'est dans ce cadre-là de coopération bien comprise de défendre son intérêt que nous développons ces partenariats.»

A. B.

BOUMERDÈS

Des médecins menacent de faire grève.... contre des ordures

Un de ces jours, les autorités de la ville de Boumerdès vont se retrouver avec une grève des médecins spécialistes exerçant au sein de la polyclinique du centre-ville (ex-Hospa), non pas pour réclamer un quelconque droit social, mais tout simplement pour dénoncer un état de saleté de l'environnement immédiat de leur établissement où l'on voit chaque jour des tonnes d'ordures ménagères déposées sur le trottoir, en face de leurs cabinets de consultations.

C'est que cette situation est intolérable en plein centre-ville, quasiment au pied d'une grande structure (mini-hôpital) de soins. «Vous vous imaginez un asthmatique qui vient consulter aspirer de la fumée d'ordures brûlées en plein cœur d'une ville universitaire. En été, les odeurs sont insupportables. Les mouches envahissent nos cabinets. C'est une honte pour la commune. Et dire que cette décharge est située à quelques dizaines de mètres en face le siège de la daïra», nous avoue, plein de colère, un médecin.

Ce spécialiste n'exagère en rien. Nous sommes effectivement passés en été et le constat était affligeant. Nous sommes par la suite allés voir le directeur de cette polyclinique. Amar Aissat ne sait plus quoi dire ni quoi faire. «Je vous assure que depuis mon arrivée en 2015, j'ai fait de cette décharge ma priorité. J'ai écrit à tout le monde. J'ai même envoyé des photos mais personne ne daigne bouger pour résoudre ce problème. Souvent des ordures s'accumulent durant plusieurs jours. Une fois, pendant un mois, elles n'ont pas été enlevées et, plus grave, au lieu de les enlever, ils les ont brûlées sur place. Je vous laisse imaginer la scène.»

La vice-présidente de l'APC de Boumerdès, chargée de l'environnement, Anissa Zenagui, ayant eu vent de notre intérêt pour cette décharge, nousa appelé au téléphone pour nous dire qu'elle est contre cette décharge à proximité d'un établissement de soins. Et de promettre la résorption de ce problème. «Je peux vous assurer que dès la semaine prochaine, cette décharge sera totalement supprimée. Des bacs à ordures seront déposés devant l'entrée de chaque immeuble du quartier. La même chose sera faite pour les quelques commerçants et marchands de fruits et légumes installés pas loin de la polyclinique.»

Si la commune a, a priori, la volonté de supprimer cette situation pas très reluisante pour l'agglomération, il faut craindre malheureusement quelques administrés qui n'ont pas encore l'esprit citadin, venir de loin jeter leurs détritus sous les fenêtres des médecins. Dans le cas de cet abus pourquoi ne pas réprimer ?

Abachi L.

RELIZANE

Une caravane pour sensibiliser aux dangers du gaz

Une campagne de sensibilisation contre les méfaits du monoxyde de carbone et des gaz brûlés a été lancée par la direction de la Protection civile de la wilaya de Relizane. Entamée, dernièrement, à partir des zones éparses peuplées et vu le nombre important des habitants, cette campagne sera d'une durée d'une semaine et touchera toutes les communes de la wilaya, et ce, en coordination avec les Directions de la santé, celle de l'éducation et la Société de distribution de l'énergie (SDO).

L'objectif étant la propagation et la promotion d'une culture de la prévention dans les milieux populaires. Selon le chargé de communication de ce corps des sapeurs-pompiers, le programme de la caravane de sensibilisation et d'information comporte des communications et des rencontres dans des CEM ainsi que dans des centres de formation professionnelle, en sus de dépliants et prospectus à distribuer dans le centre-ville de Relizane et dans les quartiers et cités les plus exposés à ces accidents par le gaz.

Dans ces communications, les intervenants mettront l'accent sur les dangers de l'asphyxie par le monoxyde de carbone, qui proviennent surtout du fait que ce gaz est inodore et incolore, mais qui tue sûrement si les conditions de sécurité ne sont pas respectées.

Il s'agira de déployer un programme d'activités pour chaque jour de la semaine concernée par la campagne de sensibilisation. Il s'agira également et grâce à la caravane et à la présence de spécialistes de la Société de distribution d'électricité et du gaz de l'Ouest (SDO), de toucher les gens dans la rue, mais aussi de procéder à l'intérieur des domiciles des habitants à des contrôles des installations de chauffage et de vérifications des conditions d'aération. A ce propos, il est indiqué au niveau de la caravane que dans la plupart des logements sociaux livrés récemment, les installations ont été réalisées sans respect des critères d'aération verticale, à savoir les cheminées.

En effet, il est souligné que lors des multiples sorties et visites sur le terrain, il a été démontré que la plupart des cheminées étaient bouchées.

A. Rahmane

MOSTAGANEM

Le parc de la gare routière abandonné à son triste sort

S'offrir un jardin public à coup de centaines de millions de centimes pour l'abandonner à son triste sort relève du gaspillage dont les initiateurs n'auraient certainement pas très bien évalué les conséquences.

En effet, le jardin public tout près de la gare routière et de la cité des 400 logements sur la route d'Oran est devenu, par la force des choses, un endroit où les alcooliques se donnent rendez-vous, donnant une mauvaise image de la ville.

Il règne aussi dans ce parc une atmosphère propice aux amoureux, des petits endroits à l'abri des regards et des bancs publics où bécotent les amoureux qui ignorent le regard des passants. Le comble est que le clou est enfoncé davantage par le non-respect des contrats qui prévoient plusieurs types de commerces tels les cafétérias ou autres salons de thé, mais presque tout a été vendu par leurs propriétaires pour en faire des succursales bancaires.

Par ailleurs, les infrastructures publiques (lampadaires, bitume et autres bordures) sont dans un état effroyable, encore moins cette pelouse qui rappelle un champ de betteraves, quoique ces dernières s'avèrent plus rentables. De part et d'autres des allées et alentours de ce jardin, les citoyens sont las de cette image hideuse qui altère leur ville.

Au milieu les détritus, on trouve surtout des bouteilles en plastique, des packs de jus et des bouteilles et canettes de boissons alcoolisées qui jonchent le sol. Voilà une situation néfaste que déplorent les citoyens.

Pourtant, il y a à peine quelques mois, un profond toilettage a été fait, mais hélas, tout est redevenu comme avant. Il est vrai aussi que les efforts de l'APC à elle seule ne peuvent suffire sans l'implication des citoyens appelés à un peu plus de civisme.

A. B.